

CONV 388/02

CONTRIB 133

ΔΙΑΒΙΒΑΣΤΙΚΟ ΣΗΜΕΙΩΜΑ

της : Γραμματείας

προς : Συνέλευση

Θέμα : Εισήγηση του κ. Pierre Moscovici, μέλους της Συνέλευσης:
- «Η Κοινωνική Ευρώπη»

Ο Γενικός Γραμματέας της Συνέλευσης έλαβε την επισυναπτόμενη εισήγηση του κ. Pierre Moscovici, μέλους της Συνέλευσης.

Le 5 novembre 2002

CONTRIBUTION
sur l'EUROPE SOCIALE

La construction européenne repose sur un modèle fondé sur la reconnaissance de valeurs communes aux différents Etats membres. Ce modèle consiste à garantir et à favoriser, dans un cadre démocratique et dans une perspective de développement durable, l'équilibre entre les impératifs de croissance et de compétitivité économique, d'une part et de cohésion sociale et territoriale, d'autre part.

Il constitue à ce titre une composante essentielle du futur projet constitutionnel européen que la Convention sur l'avenir de l'Union offre une occasion unique de consolider et de renforcer .

Ce renforcement passe par un ancrage dans le futur traité constitutionnel :

- des valeurs, des objectifs et des droits qui fondent le modèle social européen,
- des politiques qui caractérisent la spécificité de ce modèle,
- des acteurs et des instruments permettant de réaliser les objectifs fixés.

Les propositions exposées ci-dessous s'appuient sur l'avant projet de traité constitutionnel présenté par le président de la Convention.

I. Les valeurs, les objectifs et les droits

- la **justice sociale et la solidarité** doivent figurer parmi les **valeurs** consacrées par l'article 2 de l'avant projet ;

- l'article 3, relatif aux **objectifs**, devrait promouvoir le **progrès économique et social** (cf actuel article 2 du TUE) et consacrer explicitement l'**équilibre** entre ces deux dimensions essentielles de la construction européenne ;

- cet objectif passe effectivement par le renforcement de la cohésion économique et sociale, un haut niveau d'emploi et un degré élevé de protection sociale **mais aussi par la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé** (cf actuel article 3, p du TCE) et par une priorité accordée à la **lutte contre l'exclusion sociale** (prévue par l'article 137 du Traité de Nice). Il devrait également passer par la reconnaissance de la pluralité des formes d'organisations pour entreprendre (associations, mutuelles, coopératives) ;

- il conviendrait par ailleurs de **renforcer l'article 5** du projet de traité constitutionnel afin de dresser un **panorama plus complet des droits individuels et sociaux attachés à la citoyenneté européenne**. Il pourrait notamment être fait référence au caractère transversal du principe de non discrimination, à l'accès aux services d'intérêt général, au droit de bénéficier d'une protection sociale étendue et à des soins de santé de qualité. Ces droits comportent des bases juridiques dispersées dans le traité (cf notamment articles 13, 16, 42, 136, 137, 152 du TCE), une référence commune permettrait d'en renforcer la visibilité.

II. Le contenu des actions et des politiques

Le renforcement des objectifs de l'Union doit s'accompagner de moyens d'action correspondants dans les différentes politiques de l'Union (2^{ème} partie du projet de traité constitutionnel).

Ainsi :

- l'équilibre entre l'économique et le social passe par une reconnaissance des **missions et des principes** relatifs aux **services d'intérêt général**, qui sont un des éléments constitutifs du modèle européen de société. Ces missions et ces principes devraient figurer au titre des actions de la Communauté prévues par l'article 3 TCE. La participation de ces services à la réalisation des objectifs de l'Union devra en outre faire l'objet d'une procédure spécifique (au sein de l'actuel article 16 TCE ou de l'article 95 TCE) ;

- l'objectif de justice sociale et de solidarité pourrait être assorti d'une véritable **politique d'intégration** des ressortissants des pays tiers;

- l'objectif de **lutte contre l'exclusion sociale**, pourrait être illustré par le principe d'**objectifs mesurables** en la matière (dans la partie consacrée à la politique économique par exemple –actuel article 99 du TCE);

- le **haut niveau d'emploi** doit continuer à s'appuyer sur la stratégie mise en œuvre par **l'actuel article 128 TCE** ;

- l'exclusion de certains domaines du champ de la politique sociale (cf article **137§6 du TCE** relatif aux rémunérations, au droit d'association, au droit de grève et lock out) ne se justifie plus aujourd'hui en raison des progrès de l'intégration européenne (les rémunérations sont abordées dans la sphère économique, le droit d'association et le droit de grève relèvent des droits fondamentaux) ;

- la réalisation d'un niveau élevé de **protection de la santé** suppose notamment de prévoir un **degré élevé de réactivité de l'Union dans l'identification des menaces et la gestion des alertes** qui aille au-delà de simples « mesures d'appui » (cf possibilité d'actions législatives actuellement prévues par **l'article 152 TCE** pour les produits dérivés du corps humain et dans les domaines vétérinaires et phytosanitaires). Ce champ devrait même être élargi afin que soit **affirmé l'enjeu prédominant pour la santé publique de questions actuellement traitées sous le seul angle du marché intérieur** (cf médicaments, dispositifs médicaux, tabac, etc.).

L'Union devra par ailleurs **renforcer son action de coordination dans le domaine de la lutte contre les grandes pathologies**, telles que le SIDA ou le cancer.

III. Les acteurs et les instruments

a) les acteurs

- Le futur traité doit comporter un article reconnaissant la spécificité du processus de décision en matière de politique sociale, caractérisé par le **rôle de co-régulateur des partenaires sociaux et leur implication dans les processus décisionnels** (actuellement défini aux articles 138 et 139 du TCE) ;

- la tenue du **sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi** constituera un moment majeur à cet égard. Sa reconnaissance par le traité, de même que celle du Conseil européen de printemps permettrait d'assurer plus efficacement l'équilibre entre les objectifs économiques et sociaux de l'Union ;

- **l'importance du dialogue social** pourrait par ailleurs être affirmée dans le cadre du Titre VI relatif à la vie démocratique de l'Union ;

- un nouvel article pourrait reconnaître **l'importance du dialogue civil**, élément essentiel de la vie démocratique de l'Union comme le prévoit l'article 34 du projet de traité, relatif à la démocratie participative. A cet égard, l'évolution de la composition du Comité économique et social doit être poursuivie en donnant une place plus large aux associations et aux organisations non gouvernementales.

b) le processus de décision

Les processus décisionnels structurant les politiques sociales mériteraient d'être **simplifiés afin d'en accentuer le caractère opérationnel**, au moyen de trois mesures convergentes :

- la **généralisation du vote à la majorité qualifiée**, étendu à la politique en matière de non-discrimination ainsi qu'à l'ensemble du champ social, à l'exception de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale ;

- le **renforcement de l'implication du Parlement européen** dans la définition des politiques sociales au travers d'une extension de la procédure de co-décision, d'une consultation identique pour les processus d'adoption des GOPE et des lignes directrices pour l'emploi, d'une meilleure association aux domaines relevant de la méthode ouverte de coordination,

- **l'intégration de la méthode ouverte de coordination (MOC) dans le traité**, elle constitue en effet un outil central de convergence des politiques. Cette intégration devra cependant tenir compte des spécificités de chaque processus (degré de contraintes, acteurs concernés, procédures de suivi et d'évaluation, etc.).